

DEPARTEMENT DU DOUBS

COMMUNE DE
BOURNOIS

DOSSIER DE DECLARATION

-INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT-

Demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation
Demande de modification du calcul des garanties
financières

Carrière de
Bournois (25)

SEEV VAUGIER SARL
3 rue de la carrière
70100 Vellechevreux et Courbenans

INGENIERIE DES MINES & CARRIERES - ENVIRONNEMENT
NOURRY GEO-ENVIRONNEMENT – 7 RUE DU TILLEUL – 25340 GONDENANS-MONTBY -
TÉL : 03.81.88.45.58

Carrière VAUGIER – Commune de BOURNOIS (25)
S.E.E.V. VAUGIER SARL
3 Route de la Carrière
70110 VELLECHEVREUX

Tél : 03.84.20.20.68

Fax : 03.84.20.28.87

Mail : vaugier@wanadoo.fr

Capital 500.000 Euro

RC Lure 89 B 46 APE 5510

SIR 350 177 689 00030

Objet : Demande de prolongation de la durée d'exploitation – Carrière de Bournois (25)

Monsieur le Préfet,

Je soussigné Francis VAUGIER, gérant de la SEEV VAUGIER SARL, exploitant de la carrière Vaugier à Bournois (25), sollicite une prolongation de la durée d'exploitation de 10 ans. Cette demande permettra de poursuivre l'activité sur cette carrière jusqu'en Juin 2037 (incluant une année pour les travaux de réaménagement) sans extension de la surface de celle-ci et dans les limites de profondeur prévues dans l'arrêté d'autorisation, 2007/DDD/5B/N°2007 0706 03098, du 7 Juin 2007. Les réserves présentes sur le site permettent de prévoir la poursuite de l'activité sur ce site jusqu'en 2037 (85 000 tonnes/an).

Cette demande comprend :

Une présentation de la mise à jour du projet d'exploitation de la carrière.

Le calcul des garanties financières.

Un plan topographique à l'échelle 1/1000^{ème} de la carrière est joint au présent dossier.

Un plan des abords à l'échelle 1/2000^{ème} est joint au présent dossier.

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations distinguées.

Vellechevreaux, le 2 Novembre 2020.

Pour la SEEV VAUGIER SARL , le Gérant
Mr VAUGIER Francis.



Dossier élaboré par Monsieur Denis NOURRY
NOURRY GEO-ENVIRONNEMENT
7 Rue du Tilleul – 25340 Gondenans-Montby
Tél : 03.81.88.45.58

TABLES DES MATIERES.

Page 3 : 1- Présentation de la demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation, de modification du calcul des garanties financières.

Page 24 : Annexes.

1. PRESENTATION DE LA DEMANDE

1.1. - Présentation de la demande

La carrière lieu dit "Combotte Brignard" sur la commune de Bournois a été ouverte en 1989.

L'exploitation a fait l'objet d'une première autorisation d'exploitation le 9 octobre 1989 (AP n° 4892). L'exploitation a fait l'objet d'une deuxième autorisation le 7 août 2001 (AP n° 4029 du 7 août 2001) et sur une surface de 5 ha 25 a 14 ca.

L'exploitation est actuellement régit par l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/n° 2007-0706 03098 du 7 juin 2007 qui a porté la surface de l'exploitation à 10 ha 19 a 13 ca (soit une extension de 4 ha 93 a 99 ca – lieu dit "Combe Porey").

La durée de l'autorisation est de 20 ans, soit jusqu'au 7 juin 2027 incluant une année pour les travaux de réaménagement.

L'objet de la présente demande est de permettre une prolongation de l'autorisation d'exploitation, de permettre une mise à jour de la planification du projet d'exploitation et de réaménagement.

Par voie de conséquence, cette remise à jour de la planification du projet d'exploitation nécessite de modifier le phasage d'exploitation et de réaménagement et de recalculer le montant des garanties financières. **Le plan de réaménagement final n'est pas modifié.**

Il n'est pas prévu dans cette demande d'extension de la carrière. Il n'est pas prévu de modifier la profondeur initialement prévue de l'exploitation.

La demande porte donc sur une prolongation de l'autorisation jusqu'au 7 juin 2037, soit une prolongation de 10 années de l'autorisation avec une année incluse prévue pour la réalisation des travaux de réaménagement, ce qui porte la durée totale de l'autorisation à 30 années.

La production ayant été plus faible que prévue compte tenu du contexte économique, les réserves disponibles autorisées au titre de l'autorisation de 2007 permettent de poursuivre l'exploitation jusqu'en 2037 au rythme actuel d'exploitation. Le projet prévoit la réduction des tonnages annuels extraits par rapport à l'autorisation de 2007.

La production a été d'environ 50 000 tonnes/an. L'arrêté du 7 juin 2007 prévoyait une production moyenne de 100 000 tonnes/an (150 000 tonnes/an au maximum). Compte tenu des conditions économiques, cet objectif n'a pas été atteint et les réserves de gisement existantes dans les conditions de cet arrêté préfectoral sont de plus de 1 360 000 tonnes. Les besoins jusqu'en 2037 ont été estimés à 85 000 tonnes/an en moyenne (120 000 t/an au maximum).

Il n'y a pas de modification concernant les matériaux inertes admis sur le site dans le cadre du réaménagement. Conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2007, le volume total de déblais inertes (terres et/ou pierres) admis sera de l'ordre de 50 000 m³ maximum au total, soit 2500 m³/an maximum. Les flux maximum pourront être de 8 000 m³ en 2037 pour tenir compte des terres végétales nécessaires au réaménagement.

L'exploitant demande à bénéficier de l'antériorité des droits acquis au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées. Les surfaces de stockage de la carrière sont de 2 ha environ. L'exploitant demande donc à bénéficier de l'antériorité des droits acquis au titre de la rubrique n° 2517 sous le régime de l'enregistrement.

La carrière de Bournois, lieux dits "Combotte Brignard" et "Combe Porey", a pour objet d'alimenter en granulats le secteur de Villersexel – Héricourt en Haute Saône et le secteur de L'Isle sur le Doubs dans le département du Doubs.

L'exploitant demande la modification des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2007 :

Article 5 : Niveau de production.

Le niveau de production moyen sera de 85 000 tonnes/an.

Le niveau de production maximum sera de 120 000 tonnes/an.

Article 8 : Durée de l'autorisation.

La durée totale de l'autorisation est de 30 ans, soit jusqu'au 7 juin 2037 en incluant une année pour les travaux de réaménagement.

Article 14 : Garanties financières.

Période d'exploitation 2020-2022 : 150 564 €

Période d'exploitation 2022-2027 : 178 220 €

Période d'exploitation 2027-2032 : 157 078 €

Période d'exploitation 2032-2037 : 168 890 €

Article 17 : Dispositions générales.

17-1 : L'exploitation se développera sur une hauteur maximale de 19 m. Lorsque que la hauteur entre la cote du carreau 476 m NGF et le terrain naturel dépasse 15 m, l'exploitation est conduite sur deux niveaux d'au plus 15 m.

17-2 : Les superficies et les quantités de matériaux à extraire sont les suivantes :

	PHASE 1 2020-2022	PHASE 2 2022-2027	PHASE 3 2027-2032	PHASE 4 2032-2037	TOTAL
Superficie exploitée en m ²	5600	14000	14000	11200	44800
Volume de terre végétale en m ³	1100	2800	2800	2240	8940
Volume de stérile en m ³	2240	5600	5600	4480	17920
Volume de calcaire commercialisable en m ³	70800	177000	177000	142000	566800
Tonnage commercialisable en tonnes	170000	425000	425000	340000	1360000

Article 19 : EPAISSEUR D'EXTRACTION ET GEOMETRIE DES FRONTS

19.2 : Selon la topographie initiale (sommet de la carrière à 495 m NGF), il sera constitué un unique front de 15 m maximum lorsque le terrain naturel a une cote inférieure 491 m NGF et deux fronts lorsque la hauteur est supérieure à 15 m. Dans tous les cas la hauteur maximale des fronts taille est de 15 m.

La demande porte sur :

- Entreprise demandeuse : SEEV VAUGIER SARL.
- Adresse : 3 rue de la carrière, 70100 Vellechevreux et Courbenans.

- CARRIERE DE BOURNOIS :
- Superficie totale de l'autorisation : 10 ha 19 a 13 ca.
- Hauteur exploitée : 19 m maximum.
- Cote maxi du site : 495 m NGF.
- Cote de fond de fouille : 476 m NGF.
- Parcelles cadastrales : Section ZE parcelle n° 38 pour partie ; Section ZE parcelle n° 5 pour partie.
- Propriétaire : Commune de Bournois.
- Gisement : Calcaires du Bajocien.
 - o Epaisseur de calcaire exploitée : 19 mètres maximum.
- Découverte : Redzines calcaires altérés et sols bruns superficiels.
 - o Epaisseur moyenne de découverte : 10 à 20 cm de terre végétale, 0,5 à 1 m de calcaire altérés.
- Volume total des matériaux restants à extraire :
 - o 570 000 m³, soit environ 1 360 000 tonnes de matériaux calcaires commercialisables.
- Durée de la demande de prolongation d'autorisation : 10 années dont une année prévue pour les travaux de réaménagement.
- Prévision du tonnage extrait annuellement :
 - o 85 000 tonnes/an en moyenne, 120 000 tonnes/an au maximum.

Les rubriques de la nomenclature ICPE concernées pour l'exploitation de la carrière de Vellechevreux et Courbenans sont :

2510-1 : Exploitation de carrière, soumise à autorisation.

2515-1b : Concassage, criblage, d'une puissance inférieure à 200 kW, soumise à déclaration.

2517-2 : Station de transit de matériaux inertes, surface comprise entre 10000 et 30000 m², soumise à enregistrement.

Il y a sur le site une activité de remblayage partiel de la carrière par des matériaux inertes dans le cadre du réaménagement (AP de 2007). Le volume admis est de :

- Remblayage partiel de la carrière : 2500 m³/an au maximum (8 000 m³/an maximum en 2037 pour des terres végétales essentiellement). Le volume maximum total admis est de 50 000 m³.

Ce dossier a été réalisé par monsieur Nourry Denis, Bureau d'étude Nourry Géo-Environnement, 25340 Gondenans-Montby.

1.2. - Présentation de l'entreprise

1.2.1. - Activités

L'entreprise SEEV VAUGIER SARL est une entreprise de travaux publics. Elle effectue des chantiers de travaux publics, terrassement, voirie et réseaux divers, travaux forestiers,... pour le compte des communes du secteur, du département, de l'ONF et également pour des particuliers. L'exploitation des carrières de Bounois et de Vellechevreux et Courbenans lui permet de fournir ses propres chantiers et l'ensemble du secteur en granulats.

L'entreprise a un effectif de 17 personnes dont deux personnes affectés à l'exploitation des carrières pour une production annuelle moyenne de 70 000 t/an à Vellechevreux et Courbenans et 50 000 t/an à Bounois. A court terme la production sur le site de Bounois (matériaux de meilleure qualité) devrait atteindre 85 000 t/an.

Le chiffre d'affaire de la société SEEV VAUGIER SARL est stable autour de 1 600 000 Euro HT/an.

Au travers de l'exploitation de la carrière de Vellechevreux et Courbenans, de celle de Bounois et de ses chantiers de travaux publics, l'entreprise SEEV VAUGIER a acquis une forte expérience dans le domaine de l'exploitation et du réaménagement de carrière.

1.2.2. - Capacités techniques

L'effectif de l'entreprise SEEV VAUGIER se répartit ainsi :

Gérant non salarié.

Vaugier Francis.

Carrières:

2 conducteurs d'engins.

Travaux publics:

1 chef de chantier.

1 assistant chef de chantier (formation BTS TP).

4 conducteurs d'engins.

1 apprenti conducteur d'engin.

1 maçon.

1 manœuvre..

3 chauffeurs

1 responsable entretien.

Secrétariat:

1 secrétaire.

Comptable extérieur (cabinet compta Saône)

Le matériel utilisé pour l'exploitation de la carrière est le suivant:

Une pelle Hitachi de 35 tonnes : Alimentation de l'installation de scalpage et de concassage primaire, purge des talus, tri des enrochements.

Une chargeuse Komatsu : Destockage de l'installation de concassage primaire et chargement des clients.

L'installation de préparation des matériaux comprend:

Un ensemble mobile primaire constitué d'un concasseur primaire à percussion (METSO) associé à un crible (Keestrack).

Ponctuellement le matériel de travaux publics de l'entreprise SEEV VAUGIER est amené sur le site pour réaliser le décapage, la remise en état ...

Les conducteurs d'engins et l'ensemble du personnel de l'entreprise sont sensibilisés au travail en carrière.

Le minage est sous traité à la société FCE de l'Hopital du Grosbois (25). Les explosifs sont livrés par la société Titanobel de Pontailler sur Saône (21).

La carrière exploitée à Bournois est réhabilitée au fur et à mesure de l'exploitation pour permettre un retour rapide de la faune et de la flore.

1.2.3. - Organisation technique sur le site de Bournois

L'entreprise SEEV VAUGIER est une entreprise présentant un nombre de savoir faire important en terme de travaux publics et d'exploitation de carrière.

Pour certaines opérations, elle s'appuie sur le savoir faire d'autres entreprises partenaires avec lesquelles il existe une grande habitude de travaux en commun. Il s'agit en particulier de la société FCE de l'Hopital du Grosbois (25) qui est spécialiste en minage (fournisseur d'explosif = Titanobel de Pontailler sur Saône (21)).

Sur la carrière de Bournois l'organisation technique sera la suivante :

- Propriétaires des terrains :
Commune de Bournois.
- Maîtrise foncière : Entreprise SEEV VAUGIER (contrats de foretage).
- Défrichement : Entreprise SEEV VAUGIER.

Moyens employés : Pelle mécanique, Bouteur, Chargeuse, Dumper, Pelle mécanique.

- Décapage des terres végétales : Entreprise SEEV VAUGIER.

Moyens employés : Pelle mécanique, Bouteur, Chargeuse, Dumper.

- Décapage des terrains de surface : Entreprise SEEV VAUGIER.

Moyens employés : Pelle mécanique, Bouteur, Chargeuse, Dumper.

- Foration et minage : Société FCE.

Moyens employés : Foreuse hydraulique.

Fournisseur d'explosifs : Titanobel de Pontailler sur Saône (21).

- Transport des matériaux abattus vers les installations de Concassage – Criblage : société SEEV VAUGIER.

Moyens employés : Pelle mécanique, chargeuse.

- Concassage – Criblage : Entreprise SEEV VAUGIER

Moyens employés : Concasseur à percussion, crible, convoyeurs à bande.

- Stockage et chargement de la clientèle : SEEV VAUGIER.

Moyens employés : Chargeuse.

- Bascule : SEEV VAUGIER
- Transport : Entreprise SEEV VAUGIER pour l'essentiel.

Moyens employés : Camions semi-benne, camions de 32 et 19 tonnes. Une partie de la clientèle vient directement s'approvisionner sur le site.

- Travaux de réaménagement : Entreprise SEEV VAUGIER

Moyens employés : Pelle mécanique, Bouteur, Chargeuse, Dumper.

1.2.4. - Capacités financières

L'entreprise SEEV VAUGIER est une société au capital de 500 000 €, le siège est fixé à Vellechevreux et Courbenans (Haute Saône), voir extrait Kbis en annexes.

La société SEEV VAUGIER présente un chiffre d'affaire annuel de 1,6 million d'euro environ, le CA est stable depuis plusieurs années.

L'organisme bancaire qui servira de caution solidaire est le Banque Populaire de Bourgogne-Franche-Comté à Vesoul.

1.2.5. - Maîtrise Foncière

L'entreprise SEEV VAUGIER a signé un contrat de fortagage avec le propriétaire des terrains, la commune de Bournois. Ce contrat est régulièrement mis à jour.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Section cadastrale	Parcelles	Propriétaire	Convention
ZE	38 en partie	Commune de Bournois	Contrat de foretage
ZE	5 en partie	Commune de Bournois	Contrat de foretage

La superficie de l'autorisation est de 10 ha 19 a 13 ca.

ZE 38 : 14 ha 40 a 90 ca dont 5 ha 25 a 14 ca dans l'autorisation.

ZE 5 : 6 ha 12 a 80 ca dont 4 ha 93 a 99 ca dans l'autorisation.

1.2.6. - Garanties financières

L'article 4.2 de la loi du 19 juillet 1976 soumet les carrières à une obligation de garanties financières. Ces garanties financières ont pour objectif d'assurer la remise en état des carrières en cas de défaillance de l'exploitant.

Les modalités de calcul forfaitaire du montant des garanties financières sont définies par l'arrêté du 09 février 2004 modifié le 24 décembre 2009.

Pour les carrières en fosse ou à flanc de relief.

$$C = (S1 * C1 + S2 * C2 + S3 * C3) * \alpha$$

- C est le montant des garanties financières pour la période considérée.
- S1 en ha est la somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.
- S2 en ha est la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.
- S3 en ha est la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

C1, C2 et C3 sont trois coefficients de coûts unitaires (TTC):

- C1 = 15555 €/ha.
- C2 = 36290 €/ha pour les 5 premiers hectares, 29 625 €/ha pour les 5 suivants et 22 220 €/ha au-delà.
- C3 = 17775 €/ha.

Le coefficient d'érosion monétaire est défini par le terme α comme suit :

$$\alpha = ((1+TVA_R)/(1+TVA_O) * (\text{index}/\text{index}_0))$$

index : Indice TP01 utilisé pour le montant de référence des garanties financiers fixées dans l'arrêté préfectoral (au moment de la demande ou le dernier indice TP01 publié).

Index₀ : Indice TP01 de mai 2009 soit 616,5.

TVA_R : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières.

TVA_O : Taux de la TVA applicable en février 2009, soit 0,196.

Compte tenu de la réindexation de la série TP01 le coefficient de raccordement est de 6,5345.

Indice TP01 de janvier 2020 = 111,4.

$$\alpha = ((1+0,20)/(1+0,196) * (111,4*6,5345/616,5) = 1,1847$$

Dans le cas présent, on considère les périodes suivantes :

2020 – 2022.

2022 – 2027.

2027 – 2032.

2032 – 2037.

Pour ces périodes, les surfaces calculées sont :

2020 – 2022.

- S1 = 1 ha 72 a 73 ca
- S2 = 3 ha 09 a 35 ca
- S3 = 0 ha 64 a 37 ca

$C/\alpha = 150\,564\,€$

2022 – 2027.

- S1 = 2 ha 71 a 66 ca
- S2 = 3 ha 43 a 90 ca
- S3 = 0 ha 62 a 87 ca

$C/\alpha = 178\,220\,€$

2027 – 2032.

- S1 = 2 ha 92 a 08 ca
- S2 = 2 ha 77 a 94 ca
- S3 = 0 ha 60 a 62 ca

$C/\alpha = 157\,078\,€$

2032 – 2037.

- S1 = 2 ha 76 a 37 ca
- S2 = 3 ha 25 a 05 ca
- S3 = 0 ha 44 a 75 ca

$C/\alpha = 168\,890\,€$

1.3. - Présentation des modifications des modalités d'exploitation et de remblaiement.

1.3.1. - Modifications des modalités d'exploitation

Il n'y a pas de modification des modalités d'exploitation de cette carrière. Le calcul des garanties financières est revu pour tenir compte du retard pris actuellement dans l'exploitation et des flux prévus dans les années à venir.

1.3.2. - Modification des modalités de remblaiement

Il n'y a pas de modification dans les modalités de remblaiement partiel de la carrière dans le cadre du réaménagement.

Il est prévu un apport plus important la dernière année (en particulier de terres végétales) pour permettre la finalisation des réaménagements.

1.4. - Situation géographique

1.4.1. - Accès

Pour accéder au site en provenance d'Héricourt (32 km) il convient d'emprunter la RD 9 (direction Vesoul) puis la RD 90 en direction de Melecey et Fallon puis la RD 88 (qui devient RD118 en changeant de département) en direction de Bournois. Après Bournois continuer 1 km en direction d'Accolans et prendre le chemin en direction de la carrière sur 500 m environ.

En provenance de Villersexel (12,5 km) il convient d'emprunter la RD 9 (en direction d'Héricourt) jusqu'à l'embranchement avec la RD 90 en direction de Melecey, puis trajet identique.

En provenance de l'Isle sur le Doubs (12 km), on emprunte la RD 31 en direction d'Accolans puis au niveau de l'abbaye des trois rois prendre la RD 118. 3 km après Accolans, prendre le chemin en direction de la carrière.

1.4.2. - Situation géographique

La carrière se situe sur la colline (495 m) , lieu dit "Les Lavières", au Sud du village de Bournois. Le chemin d'accès, de 500 m environ, part de la RD 118 (entre Bournois et Accolans).

Le centre du village de Bournois se trouve à plus de 800 m de la carrière et les premières habitations à environ 350 m.

Dans un rayon de trois kilomètres on trouve les villages de Bournois, Fallon, Melecey, Grammont, Accolans, Abbenans, Uzelle, Gondenans-Montby, Soye, Mancenans. Courchaton.



Figure A : Plan de situation générale

Echelle : 1 / 200 000

Réf dossier : 04 / 101

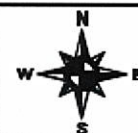
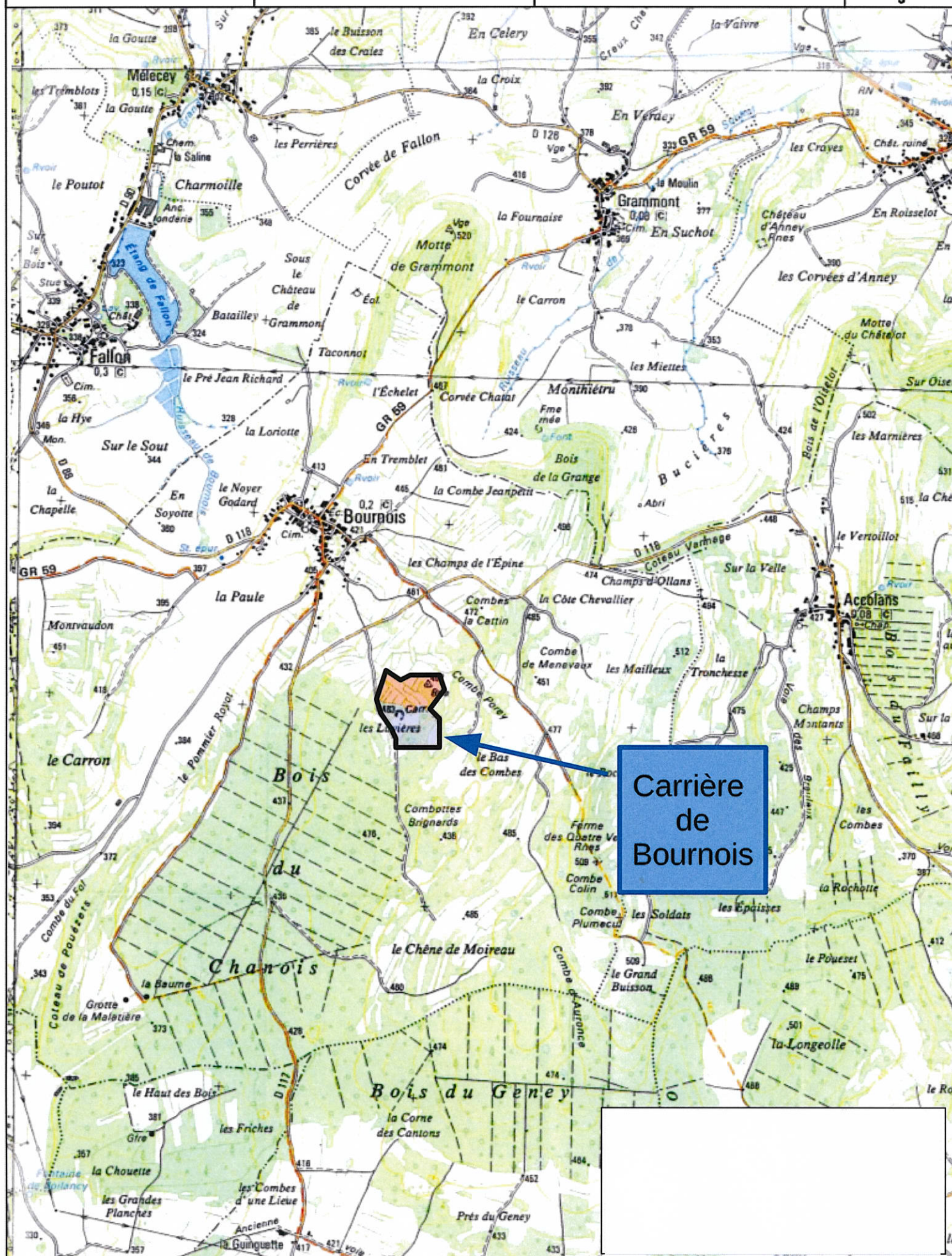


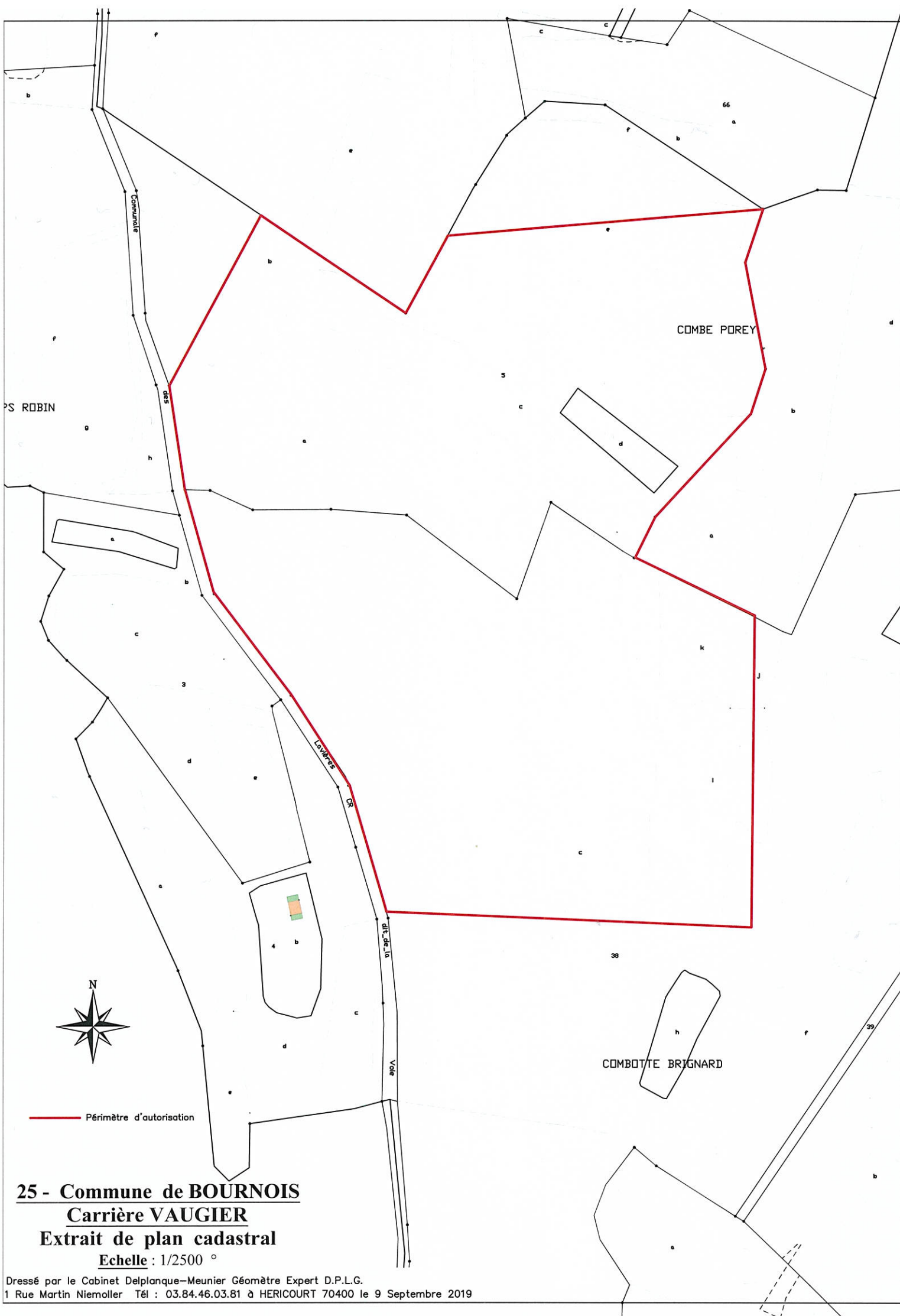


Figure 1 : Plan de localisation

Echelle : 1 / 25 000

Réf dossier : 04 / 101





1.5. - Rappels des principaux textes réglementaires régissant l'exploitation des carrières

- Le code de l'environnement et notamment :
 - chapitres III du titre II du livre I (Enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement),
 - le titre I du livre II (Eaux et Milieux Aquatiques),
 - le titre I du livre V (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ;
- La nomenclature ICPE, annexé au code de l'Environnement ;
- Le Titre II du Livre V du Code du Patrimoine, relatif à l'archéologie préventive ;
- L'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;
- L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- L'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Le règlement général des industries extractives (RGIE).
- Le Code du Travail.

1.6. - Servitudes

1.6.1. - Au titre du code de l'urbanisme

La commune de Bournois ne possède pas de plan local d'urbanisme ou de carte communale.

1.6.2. - Au titre du code de la santé

Les terrains concernés par le présent dossier, ne sont pas inclus dans le périmètre de protection d'un captage d'eau potable. Aucune servitude à ce titre ne concerne le site.

1.6.3. - Au titre de la protection des sites et des monuments

Les services de la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement ne signalent pas de monument dans un rayon de 500 m autour du site.

1.6.4. - Au titre des découvertes archéologiques

La Direction Régionale des Antiquités Préhistoriques et Historiques ne signale pas avoir connaissance de la présence de vestiges archéologiques à proximité du site.

Rappelons que la loi du 27 septembre 1941 indique que nul ne peut effectuer sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou des sondages à l'effet de recherches de monuments ou d'objets pouvant intéresser la Préhistoire, l'Histoire, ou l'Art ou l'Archéologie sans en avoir, au préalable, obtenu l'autorisation. Enfin, l'article 257-1 de la loi n°80-532 du 15 juillet 1980 précise que sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 76 € à 4574 € quiconque aura intentionnellement détruit, mutilé, dégradé, détérioré des découvertes archéologiques faites au cours de fouilles ou fortuitement, ou un terrain contenant des vestiges archéologiques.

La loi du 1^{er} août 2003 sur l'archéologie préventive concerne bien entendu le secteur.

L'entreprise s'engage donc :

- à signaler toute découverte : constructions, foyers, fosses, sépultures,...
- à conserver les objets : silex taillés, poteries, fer, bronze, bois, tissus, retirés des fouilles et à les tenir à la disposition des Directions.
- à préserver les objets d'art : mosaïques, sculptures etc... de tout pillage.
- à autoriser les visites des représentants mandatés de ces Directions et à permettre les prélèvements scientifiques.

1.6.5. - Au titre de la protection des sites naturels

Le projet est situé à l'écart des ZNIEFF de type I et de type II, des zones Natura 2000 et des ZICO... présentes sur le secteur.

1.6.6. - Réseaux et canalisations

Il n'existe pas de réseaux, lignes électriques ou téléphoniques, de canalisations dans le site de la carrière ou à proximité.

1.6.7. - Autres servitudes

Le schéma départemental des carrières du Doubs insiste sur le fait qu'il faut réduire la consommation de matériaux alluvionnaires et utiliser en remplacement des carrières de roches massives. La carrière de Bournois est un site dont la qualité des matériaux est bonne (calcaires du Bajocien). Ces calcaires peuvent pour partie se substituer aux matériaux alluvionnaires dans la fabrication des bétons. Cette carrière alimente un secteur relativement éloigné de l'agglomération de Héricourt - Montbéliard, le secteur de Villersexel – L'isle sur le Doubs où les exploitations sont peu nombreuses, en particulier pour cette qualité de matériaux. L'extraction est sélective pour améliorer la qualité des différents produits finis.

Le plan de gestion des déchets du BTP insiste sur la nécessité du recyclage des déblais issus des terrassements de TP et des travaux de démolition. L'entreprise SEEV Vaugier réutilise au maximum les matériaux directement sur ces chantiers. Les matériaux inertes qui sont amenés sur le site de la carrière de Bournois dans le cadre du réaménagement sont exclusivement des terres et /ou pierres) et ce sont des matériaux difficilement recyclables. Il s'agit donc d'un projet parfaitement en accord avec le plan de gestion des déchets du BTP du Doubs.

1.6.9. - Autres contraintes

Conformément à la réglementation en vigueur, afin de ne pas risquer de compromettre la stabilité des terrains voisins, l'exploitant maintient une distance horizontale au minimum égale à 10 m entre les limites de l'extraction et les propriétés voisines.

1.7. - Récapitulatif de la demande

La demande de prolongation d'autorisation porte sur une superficie de 10 ha 19 a 13 ca, correspondant au périmètre actuel de l'exploitation. Le périmètre reste inchangé et la profondeur de l'exploitation reste inchangée.

La côte minimum du fond de fouille sera de 476 m NGF. Le sommet de la carrière est de 495 m NGF. Lorsque la hauteur dépasse 15 m, l'exploitation sera réalisée sur 2 niveaux.

Le gisement se situe au niveau des lieux dits "Combote Brignard" et "Combe Porey", il est constitué d'une série de calcaire du Bajocien.

- Les réserves sont estimées à 1 360 000 tonnes.

Le tonnage moyen extrait sera de 85 000 T/an, le tonnage maximum extrait de 120 000 T/an.

La demande de prolongation d'autorisation porte sur une durée de 10 années supplémentaires soit jusqu'au 7 juin 2037 dont une année prévue pour les travaux de réaménagement. Cela portera la durée totale de l'autorisation à 30 ans.

L'exploitation est soumise à autorisation au titre des installations classées :

Rubrique 2510-1 : « **Exploitation de carrière** au sens de l'article 4 du code minier, lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 m² ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes. »
Soumis à autorisation, rayon d'affichage 3 km.

Rubrique 2515-1b : « **Broyage, concassage, criblage**, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 200 kW.
Soumis à déclaration.

Le projet prévoit le remblaiement partiel de la carrière par des matériaux inertes comme initialement prévu dans l'arrêté de 2007 (déchets admissibles : Terres et/ou pierres). Les volumes admis seront de 2500 m³/an au maximum (8 000 m³/an pour 2037) soit un volume total maximum de 50 000 m³.

L'exploitant demande à bénéficier de l'antériorité des droits au titre de la rubrique 2517. La surface de stockage sur le site est de 2 ha

Rubrique 2517-2 : « **Station de transit** de produits minéraux solides inertes à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de stockage étant supérieure à 10 000 m².
Soumis à enregistrement.

<i>ANNEXES</i>

Annexe 1. Délibération du conseil municipal / Contrat de location.

Annexe 2. Extrait Kbis.

Annexe 3. Plans d'exploitation et de calcul des garanties financières.

Annexe 4. AP d'autorisation de 2007.

Listes des pièces jointes :

Plan topographique à l'échelle 1/1000^{ème}.

Plan des abords à l'échelle 1/2000^{ème}.